

# Nouvelles fraîches



2024-11-29

Volume 10, numéro 8

Publipostage 40015960

Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue  
Immeuble Albert Allain, 970, avenue Larivière, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4K5  
Tél. : 819 762-0833, abitibi-temiscamingue@upa.qc.ca  
www.abitibi-temiscamingue.upa.qc.ca

## Mot livré à l'assemblée générale annuelle

La dernière année fut une grande année à tout point de vue. Je pense entre autres au travail pour la reconnaissance des conditions de récoltes catastrophiques de 2023 avec les résultats que nous connaissons, autant au niveau de l'assurance récolte foins que de l'initiative ministérielle pour combler les besoins alimentaires des troupeaux. Je conçois que les résultats ne sont pas parfaits, mais j'en suis fier grâce à la collaboration des producteurs ainsi que de la Confédération de l'UPA.

La mobilisation de ce printemps, à Rouyn-Noranda, est un autre exemple de solidarité qui sert à démontrer aux décideurs l'importance de l'agriculture régionale et l'impact énorme sur nos villages et la ruralité. Et ce n'est pas terminé, le travail doit se poursuivre. Il n'est pas rare que je me fasse aborder par des citoyens qui n'ont aucun lien avec l'agriculture et qui me disent de continuer notre bon travail parce que l'agriculture est vraiment importante.

Les nombreuses consultations sur le territoire agricole ou sur les règles environnementales lors desquelles nous avons fait valoir nos points de vue devraient connaître leur aboutissement dans les prochains mois. Celles-ci auront des impacts sur

notre agriculture et l'avenir de notre relève. Nos terres sont enviées par toutes sortes d'usages qui ne nourriront personne et des promoteurs de tout acabit. Il faut protéger notre garde-manger, et ce, partout au Québec.

Nos pratiques risquent d'être modifiées par des normes de plus en plus strictes. Je reprends les paroles de notre président provincial disant qu'il commence à être temps que les agriculteurs soient reconnus comme des professionnels de l'agriculture. Il est important que des conseillers nous appuient, mais sans que ces derniers valident toujours la gestion quotidienne de nos fermes.

Cette année, nous fêtons les 100 ans de notre organisation. C'est un anniversaire important pour se souvenir de tous ces hommes et ces femmes qui ont travaillé fort pour améliorer les conditions des producteurs agricoles du Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue. En étant impliqué depuis plusieurs années dans des organisations diverses, je suis très fier de notre Union très proche de ses membres. Il est normal de recevoir des critiques, c'est aussi ce qui fait avancer les dossiers. L'UPA sait répondre aux besoins de ses membres parce que ce

sont des agriculteurs qui décident des orientations et prennent les décisions. La notoriété de notre organisation nous permet d'obtenir un accès aux grands décideurs sur la scène provinciale tout comme dans nos organisations locales et régionales. L'Union des producteurs agricoles est présente partout et reconnue!

Nous sommes une très grande famille composée d'hommes et de femmes, autant producteurs que d'employés avec un but commun : la défense de nos valeurs et de notre agriculture à dimension humaine, diversifiée et présente dans toutes les régions. À regarder en arrière tout le chemin parcouru, les réalisations sont phénoménales et cela me dit que, malgré tous ces défis, nous avons une grande organisation pour continuer à y faire face dans l'avenir.

En terminant, je me dois de remercier toute notre équipe d'élus et d'employés, dont je suis tellement fier pour tout le travail accompli dans la dernière année, et que tous et toutes ont vraiment l'UPA tatouée sur le cœur.

*Pascal Rheault, président*

# Une AGA pour se rappeler 100 ans d'actions collectives

par David Prince

L'assemblée générale annuelle de la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a eu lieu le 22 novembre dernier sous le thème « 100 ans d'actions collectives ». Ce thème faisait référence au centenaire de l'UPA, fondée en octobre 1924, alors que les producteurs agricoles vivaient dans la misère à la suite des prix qui se sont effondrés après la Première Guerre mondiale.

Un siècle plus tard, les producteurs agricoles revendiquent encore un meilleur revenu agricole alors que l'inflation et la hausse des taux d'intérêt font mal à plusieurs entreprises.

## Aide aux MRC prioritaires

D'ailleurs, lors de l'AGA, une résolution a été adoptée à l'unanimité par les délégués afin qu'une **aide spécifique aux entreprises agricoles situées dans les MRC dites prioritaires soit accordée**. La Fédération demande donc officiellement au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) l'adoption d'un programme d'aide dédié afin de répondre aux besoins spécifiques des entreprises agricoles



Un panel a mis en vedette Mychel Tremblay, Gabriel Rancourt, Normand Lemieux et Linda Lavoie.

de certaines régions, dont l'Abitibi-Témiscamingue.

Pendant la journée, un panel animé par la journaliste Émélie Rivard-Boudreau, réunissant un ancien président de la Fédération, Mychel Tremblay, l'ancien président des Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue pendant 31 ans, Gabriel Rancourt, le vice-président, Normand Lemieux, et la directrice régionale adjointe et employée depuis 39 ans, Linda Lavoie, s'est rappelé de bons souvenirs et des luttes importantes menées au cours du dernier siècle. D'ailleurs, dans les débuts de l'Union catholique des cultivateurs (l'ancêtre de l'UPA), le Témiscamingue et l'Abitibi étaient les régions où les agriculteurs adhéraient en plus grand nombre à l'organisation. D'ailleurs, c'est toujours le cas aujourd'hui.

## Discours de Paul Doyon

Le premier vice-président général de l'UPA, Paul Doyon, était sur place pour réaliser le bilan et dresser les priorités d'action de la Confédération. Il a fait état des pressions de plus en plus grandes sur le territoire agricole, notamment en raison de la plantation d'arbres. « C'est autant de territoire qu'on n'a plus pour nourrir notre monde », a-t-il clamé.

Le président de la fédération régionale, Pascal Rheault, est pour sa part revenu sur la mobilisation d'avril dernier et sur l'initiative ministérielle à la suite de la sécheresse historique de l'été 2023. Plus de 2 M\$ ont été versés aux producteurs affectés par la sécheresse de 2023 jusqu'à présent. « On sait que ça ne répond pas à tous les besoins, mais c'est vraiment le maximum qu'on pouvait avoir », a-t-il rappelé.

## Adoption du Plan de financement

par David Prince

Chaque cinq ans, les producteurs agricoles doivent adopter un nouveau Plan de financement de l'UPA. Chaque région doit voter sur le plan proposé et un vote provincial sera pris parmi les délégués des régions lors du Congrès provincial de l'UPA, en décembre, à Québec.

Le Plan propose des hausses de cotisation de 60 \$ en 2025, 10 \$ en 2026, 2027 et 2028, et 5 \$ en 2029. Des hausses de contribution de 4 % par année sont également proposées. Lors de l'AGA de la Fédération, une résolution a été adoptée dans laquelle la région demande que les nouveaux producteurs aient un remboursement de cotisation pour les mois où ils n'étaient pas reconnus comme étant producteurs agricoles. Finalement, les délégués de chacun des syndicats locaux ont pu voter sur le nouveau plan de financement qui a été adopté à la majorité.



## Réélu vice-président

Les délégués présents à l'AGA ont reporté **Normand Lemieux** à la vice-présidence. M. Lemieux a été le seul producteur à déposer sa candidature. Dans son discours, il a fait valoir l'importance d'une organisation comme l'UPA pour défendre les producteurs agricoles.

# WEBINAIRE

# MARCHÉS DU CARBONE

## 10 DÉCEMBRE 2024, 9 H 30 À 12 H

### **Mise en contexte**

par Sylvestre Delmotte, Ph. D., Agriclimat

### **Règlement relatif aux projets de boisement et de reboisement sur des terres du domaine privé admissibles à la délivrance de crédits compensatoires**

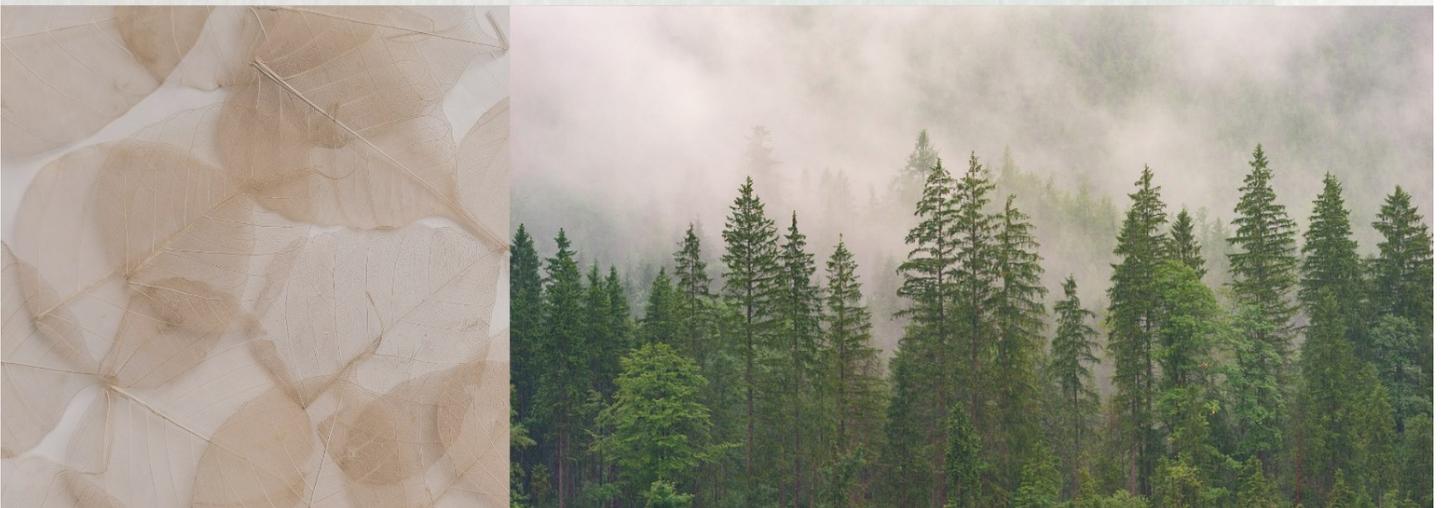
par Claude Fortin, spécialiste forêts et changements climatiques, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

### **Régime de crédits compensatoires pour les GES du Canada**

par Pierre Bouchard, chef de l'unité du développement de protocoles, Environnement et Changement climatique Canada

### **Exemple de projet en région**

par William Métivier, président, Forair



***Venez échanger et poser vos questions!***

Lien pour participer au webinaire :

<https://us06web.zoom.us/j/89641090392>

# Avez-vous votre agent de liaison en santé et sécurité au travail?

par Julie Lavoie

La Loi modernisant le régime de la santé et sécurité du travail (LMRSST) a été modifiée en avril 2022.

Voici un des changements **IMPORTANT** et **OBLIGATOIRE** pour toutes les organisations de moins de 20 travailleurs :

## Nommer un agent de liaison en santé et sécurité (ALSS)

1. Il doit être **désigné par les autres travailleurs** et occuper un emploi à temps complet, temps partiel ou saisonnier dans l'organisation.
2. Il **ne peut pas** faire partie de la **direction**.

**Le but :** Permettre une prise en charge de la santé et la sécurité autant par l'employeur que par les travailleurs.

## Le rôle de l'ALSS

1. Coopère avec l'employeur en matière de santé et sécurité;
2. Effectue des recommandations écrites
3. Porte plainte à la CNESST.

## À retenir

L'employeur doit mettre des mesures en place pour soulever l'intérêt des travailleurs à assumer cette fonction.

L'agent de liaison est une courroie de transmission d'information entre les employés et l'employeur.

L'agent de liaison aide à **identifier, corriger et contrôler** les risques. Il peut s'absenter de son poste de travail pour exercer cette fonction, tout en étant rémunéré normalement. Par contre, il doit préalablement en informer son supérieur.

Une formation obligatoire est éventuellement prévue pour l'agent de liaison. Il devra s'absenter, sans perte de salaire. Les frais d'inscription, de déplacement et de séjour seront assumés par la CNESST, conformément au règlement. Vous n'avez qu'un travailleur? Il devient alors **automatiquement agent de liaison**.



L'Union  
des producteurs  
agricoles

Centre d'emploi agricole

Abitibi-Témiscamingue

Votre travailleur est un travailleur étranger (demandeur d'asile ou travailleur étranger temporaire)? Nous vous invitons à contacter l'escouade prévention de la CNESST. Elle offre le service d'aide à la prise en charge de la santé et la sécurité du travail.

Vous pouvez la joindre par courriel à : [escouade.prevention.tet@cnesst.gouv.qc.ca](mailto:escouade.prevention.tet@cnesst.gouv.qc.ca).

Pour de plus amples informations, consultez le guide à l'adresse suivante :

<https://www.cnesst.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/guide-alss.pdf>

Si vous avez des questions, que ce soit pour obtenir de l'aide ou des conseils, nous vous invitons à contacter Julie Lavoie, conseillère en ressources humaines au CEA, au 819 762-0833, poste 4316, ou à [jlavoie@upa.qc.ca](mailto:jlavoie@upa.qc.ca).

# Formation pour l'intégration et l'accompagnement des travailleurs étrangers

par Anne-Marie Trépanier

Le Collectif en formation agricole de l'Abitibi-Témiscamingue est à évaluer le besoin d'offrir une formation FIATÉ pour le début de l'année 2025.

## À qui s'adresse ce service?

À tous les producteurs et productrices de lait du Québec qui embauchent des travailleurs étrangers.

Le service est disponible dans les trois langues (espagnol, français, anglais),

ainsi que des formules français-espagnol et anglais-espagnol.

## Qu'est-ce que le service comprend?

- Connaissance du milieu et de la vie quotidienne sur une ferme laitière;
- La traite;
- Santé et bien-être du troupeau;
- Reproduction;
- Élevage;
- Alimentation;

- Manipulation des animaux sans stress;
- Et bien plus encore!

Nous avons déjà quelques noms sur notre liste, mais si ce type de formation vous intéresse pour vos travailleurs étrangers, veuillez contacter la répondante en formation agricole, Anne-Marie Trépanier, au 819 762-0833, poste 4335, ou à [atrepanier@upa.qc.ca](mailto:atrepanier@upa.qc.ca).

# Inquiétudes autour d'un projet d'hydrogène par David Prince

Plusieurs producteurs et productrices agricoles du Témiscamingue s'inquiètent à la suite d'une découverte majeure d'hydrogène blanc dans le sol de Saint-Bruno-de-Guigues et il en a été question lors de l'AGA du Syndicat local de l'UPA du Témiscamingue.

L'Institut national de recherche scientifique et l'entreprise Quebec Innovative Materials Corp. fondent beaucoup d'espoir pour que l'hydrogène naturel, qui se dégage du sol agricole de Saint-Bruno-de-Guigues, soit exploité dans un futur proche. Il s'agit d'une source énergétique qui pourrait servir à la transition. Or, l'exploitation se déroulerait sur ou tout près de quelques-unes des meilleures terres agricoles de la région.

Le Syndicat local de l'UPA du Témiscamingue est en communication depuis quelques mois avec David Tougas, coordonnateur économie et commerce à la Confédération de

l'UPA, afin d'étudier le dossier et analyser l'impact que l'exploitation de cette ressource pourrait occasionner sur les entreprises du secteur.

Dans ses recherches, M. Tougas a découvert qu'il n'y a aucun cadre qui existe actuellement quant à l'exploitation de l'hydrogène blanc au Québec. Cela ne relève ni de la Loi sur les mines ni de la Loi sur les hydrocarbures. Le cadre reste à être défini. L'UPA réalisera évidemment des représentations auprès du gouvernement du Québec afin que les terres agricoles soient protégées en cas d'exploitation.

## Ne rien signer

Le Syndicat local de l'UPA du Témiscamingue a entrepris une démarche afin de rencontrer l'entreprise pour connaître les prochaines étapes du projet, qui en est encore au stade embryonnaire.



Mais s'il y avait un projet d'exploitation, nous avons tout avantage à négocier en commun avec l'entreprise pour obtenir les meilleures compensations possibles, comme l'UPA l'a déjà fait avec des projets de pipelines ou de lignes hydroélectriques.

Le Syndicat local de l'UPA du Témiscamingue demande donc aux producteurs et productrices agricoles de ne rien signer et d'informer l'UPA s'ils reçoivent la visite de l'entreprise et que celle-ci souhaite leur faire signer une entente.

# Programme Prêt de fonds de roulement – date limite : 31 mars 2025 par David Prince

Votre entreprise est affectée par l'augmentation des taux d'intérêt et du coût des intrants? Vous pouvez bénéficier de liquidités supplémentaires avec le programme Prêt de fonds de roulement de La Financière agricole du Québec (FADQ).

- Garantie de prêt pouvant aller jusqu'à 200 000 \$ peu importe votre secteur de production;
- Mesure prolongée jusqu'au 31 mars 2025 ou jusqu'à l'épuisement des sommes.

Pour y avoir droit, les entreprises ne sont pas obligées d'être clientes à la FADQ, mais doivent présenter un

excédent monétaire et un fonds de roulement négatif ou anticiper qu'elles seront dans le négatif et démontrer qu'elles ont une perspective raisonnable de rentabilité.

Les entreprises participantes doivent aussi continuer de participer aux programmes d'assurance et de protection du revenu.

Les entreprises agricoles qui ont un dossier de recouvrement d'un prêteur ne sont pas admissibles.

La durée du prêt peut s'échelonner sur une période maximale de 10 ans. Pour obtenir plus d'information sur

ce programme, consultez le site Internet de la FADQ à l'adresse suivante :

<https://www.fadq.qc.ca/salle-de-presse/actualites/2024/pret-de-fonds-de-roulement-un-effet-levier-pour-vous-accompagner>

## Protection contre la hausse des taux

En ce qui concerne le programme de Protection contre la hausse des taux d'intérêt de la FADQ, nous vous rappelons qu'il est désormais possible que le programme s'applique sur un prêt existant et qu'il soit de n'importe quelle institution financière.

# Journée sur les alternatives aux entretiens de cours d'eau et leur gestion

par Anne-Marie Trudel

Le 10 octobre dernier avait lieu une activité au champ visant à poursuivre la réflexion avec les parties prenantes concernées par les entretiens de cours d'eau en région. Elle a été organisée dans le cadre du projet de la fédération régionale inscrit au Plan d'agriculture durable du gouvernement du Québec, en partenariat avec le Collectif en formation agricole de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce projet est financé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans le cadre du programme Prime-Vert.

Un total de 35 personnes ont participé à l'activité animée par Sylvio Demers, hydrogéomorphologue senior et fondateur de la firme Rivières. Basée sur une prémisse que le drainage est essentiel à l'agriculture, les participants et

participant<sup>es</sup> ont échangé sur des solutions durables et économiques, un processus administratif simple, objectif et prévisible et les co-bénéfices environnementaux.

De façon plus concrète, les participants et participant<sup>es</sup> ont été sensibilisés à l'importance de travailler sur une politique d'intervention en concertation avec les différents acteurs (MRC, organismes de bassin versant et Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue).

Selon les commentaires des participants et participant<sup>es</sup>, ce fut



une journée réussie et la fédération régionale tient à remercier la firme Rivières, les intervenants, ainsi que les producteurs et productrices agricoles, pour leur volonté à faire avancer le dossier en région.



## RECONNAISSANCE DES ENTREPRISES QUI FAVORISENT LA BIODIVERSITÉ

### Secteur Abitibi

- Le Potager Jaseur
- La Saisonnière
- Ferme Espo'Art
- Écoboef
- Pelures
- Coop La Hutte
- Ferme Danicard
- Ferme Les Champs d'Or

- Les Jardins Tomates & Camomille
- Ferme Gérald Darveau
- Le Jardin Magique
- Ferme La p'tite du 10
- Ferme la Poul-a-ries
- Ferme Fortin & Farrell
- Ferme Abitibienne

### Secteur Témiscamingue

- Ferme Chamroy
- Ferme Nordvie
- Ferme Valsy
- Témisca Ranch
- Ferme Lunick
- Ferme Métivier
- Ferme Bergeroy
- Ferme Témiscamienne

# La région se dotera d'une planification stratégique en bioalimentaire

par David Prince

Le 29 octobre dernier, une centaine de personnes, dont plusieurs producteurs de toute la région et des employés de la fédération régionale de l'UPA, ont participé à une consultation dans le but de réaliser une planification stratégique du secteur bioalimentaire. Plusieurs partenaires de la région, dont l'UPA, souhaitent réaliser cette planification afin d'identifier et réaliser des projets porteurs pour le secteur.

Pendant la journée, les modèles de planification stratégique de la Mauricie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été présentés. Dans ces



L'animateur de la journée a fait lever les producteurs et productrices qui étaient présents. Ceux-ci ont été applaudis.

régions, la concertation régionale autour des enjeux du développement agroalimentaire existe depuis plusieurs années et de nombreux projets sont en marche, notamment plus d'achat local de la part des institutions gouvernementales, des programmes de formation des enfants ou une mise en commun du transport pour la mise en marché de proximité.

## Identifier les projets porteurs

Les participants à la consultation du 29 octobre ont ainsi travaillé en atelier afin de sortir des idées de projets pour aider à la production agricole, à la formation et innovation, à la distribution, à la consommation et à la transformation de produits agricoles.

Au niveau de la production agricole, parmi les idées de projets, il y avait par exemple celle de travailler ensemble afin de réduire le coût des intrants et de tenter d'obtenir un nouveau programme de drainage des terres agricoles.



Le vice-président de la fédération régionale de l'UPA, Normand Lemieux, a posé plusieurs questions.

Une autre idée forte et partagée par l'ensemble serait de mettre en place un comité de coordination avec des partenaires de la planification stratégique et une permanence afin de s'assurer que les projets identifiés puissent être mis en place. C'est le modèle qui a été suivi dans d'autres régions et qui a donné des résultats concrets pour les producteurs agricoles, transformateurs et consommateurs.

D'ici la fin novembre, la dizaine d'organismes partenaires qui forment le comité de pilotage se réuniront à nouveau afin d'éplucher les différentes idées et de créer un plan d'action pour mettre en œuvre les différentes idées.

# Formation « Kiosque libre-service : installation et opportunités d'affaires »

par Anne-Marie Trépanier

Le kiosque en libre-service est une tendance de plus en plus populaire à la ferme ou dans un marché de proximité. Que ce soit à la ferme, dans les institutions ou comme modèle d'affaires dans un contexte commercial, le kiosque libre-service permet d'encourager l'approvisionnement local, la sécurité alimentaire, le développement durable et bien plus encore! Lors de cette formation, les participants seront guidés pas à pas dans chaque étape menant à l'installation et à l'opération d'un kiosque libre-service.

La formation aura lieu le 11 décembre 2024, de 9 h à 12 h, en ligne. Pour vous inscrire, rendez-vous sur le site Internet suivant : <https://lepointdevente.com/billets/kiosques-libre-service> ou contactez Kelly-Ann Bélanger au 819 762-0833, poste 4301.



## Aide aux banques alimentaires par Luc Charest

Il y a quelques semaines, Les Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue (PLAT) ont procédé à la remise d'un montant substantiel aux deux banques alimentaires de la région afin qu'elles puissent recourir à l'achat de produits laitiers pour garnir les paniers alimentaires. Les ressources qui viennent en aide aux gens dans le besoin ne peuvent combler la totalité des demandes et le nombre de clients a augmenté énormément au cours de la dernière année. Ces gens qui ont de la difficulté à nourrir convenablement leur famille s'adressent aux banques alimentaires qui effectuent une évaluation des besoins. L'aide



monétaire réalisée diversifiera et agrémentera quelque peu la variété des produits mis à leur disposition.

Le 24 octobre dernier, Claude Allen, administrateur du secteur de Rouyn-Noranda au conseil d'administration des PLAT, remettait un chèque de 2 500 \$ à Geneviève Gagnon, coordonnatrice pour garnir les paniers alimentaires de produits laitiers de la Ressourcerie Bernard-Hamel.

Le 12 novembre dernier, Marie-Ève Beaulieu et Lina Dupras du Centre de bénévolat de la Vallée-de-l'Or recevaient un chèque d'un montant de 2 500 \$ des mains de Paul Tenhave, administrateur du secteur de la Vallée-de-l'Or au conseil d'administration des PLAT. Une courte visite des lieux a permis de constater le vaste entrepôt qui ne demande qu'à recevoir les denrées alimentaires des généreux donateurs.



L'initiative émane d'une demande de participation accentuée des PLAT auprès du conseil d'administration des Producteurs de lait du Québec. Les produits laitiers sont très importants dans l'alimentation et font souvent défaut dans le système d'approvisionnement en dons des institutions qui supportent les diverses banques alimentaires de la région. Les producteurs et productrices agricoles sont invités, à leur convenance, à supporter les services alimentaires de leur communauté.

## Journée laitière 2024 par Luc Charest

Le 8 novembre dernier se tenait la Journée laitière 2024 à laquelle les producteurs et productrices de lait, ainsi que les partenaires en production laitière de la région, étaient conviés. L'événement, toujours prisé selon le sondage d'appréciation, a attiré la participation de 62 personnes dont plus de 40 producteurs et productrices de lait de la région et jeunes membres de la relève agricole.

Le choix des conférences vient en aide aux propriétaires d'entreprises à aller de l'avant dans leur réflexion sur les prises de décisions économiques, pratiques et humaines. La journée fut intéressante et profitable pour tous les producteurs, productrices et les intervenants régionaux. Il est important de trouver des solutions aux grands défis en production laitière d'aujourd'hui et de demain.



### AVIS AUX LECTEURS ET LECTRICES :

Lorsque des publicités sont insérées dans ce journal, elles sont payées par le promoteur. L'UPA accepte, sans égard au contenu.